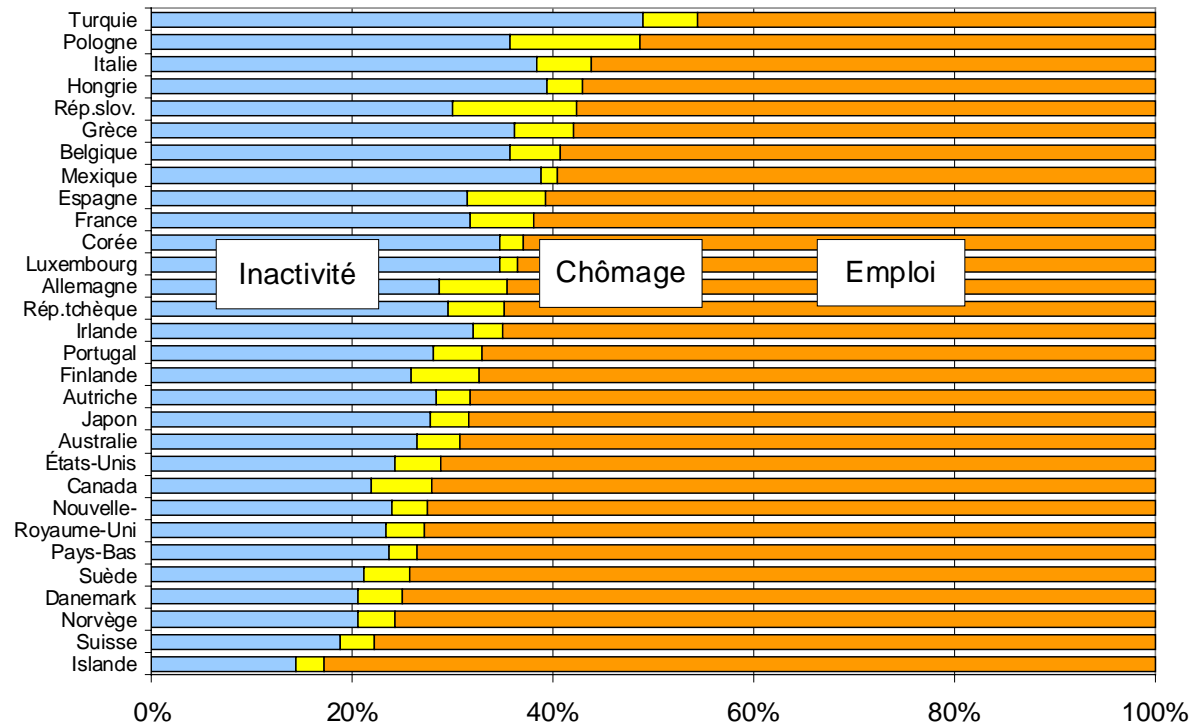


La politique de l'emploi

- **Enjeux**
 - définitions
 - faits stylisés
- **Théories**
- **Politiques**

Quelques définitions

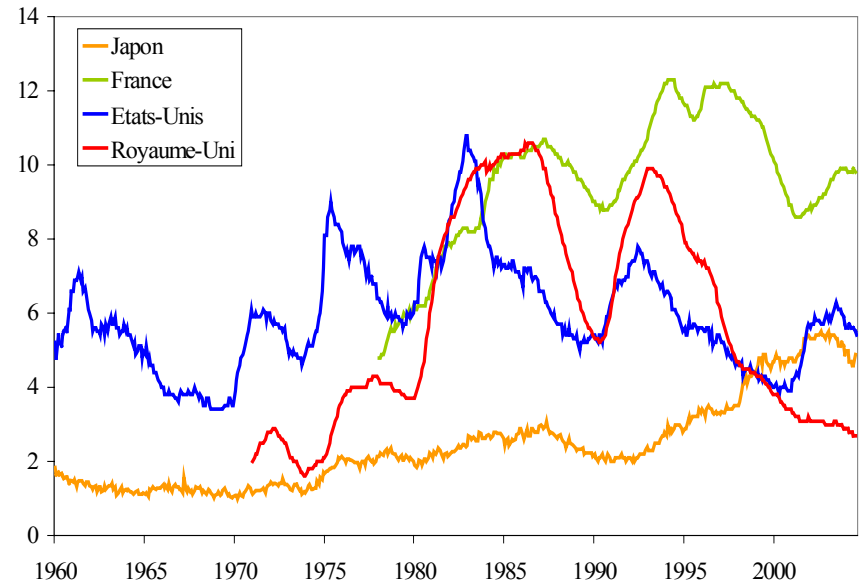
- Chômage BIT, DEFM...
- Taux d'activité, taux d'emploi, taux de chômage
- Différentes formes d'emploi (salaré ou non, CDI, CDD ou intérim, temps plein ou temps partiel...)
- Transitions sur le marché du travail



Source : OCDE, calcul des auteurs.

Des situations contrastées entre pays et au cours du temps

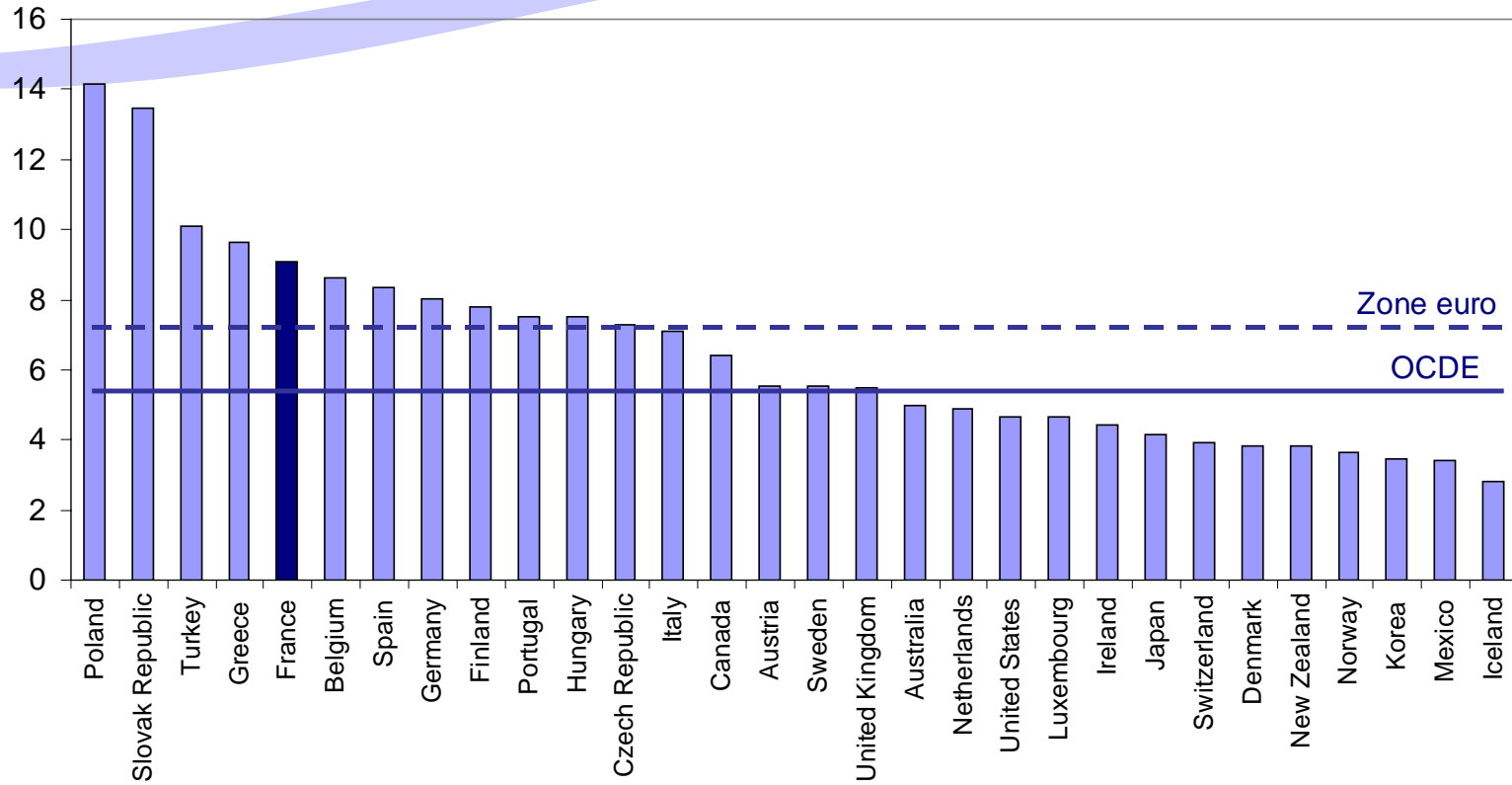
- A long terme, l'emploi et la population active évoluent en ligne
- Le taux de chômage est très différent entre pays ou régions, et au cours du temps
- C'est entre les cycles successifs, plus qu'au cours d'un cycle, que se produisent les variations les plus importantes



Source : Sômuchô ; ministère des Affaires sociales, Bureau of Labor Statistics ; Office for National Statistics.

Taux de chômage

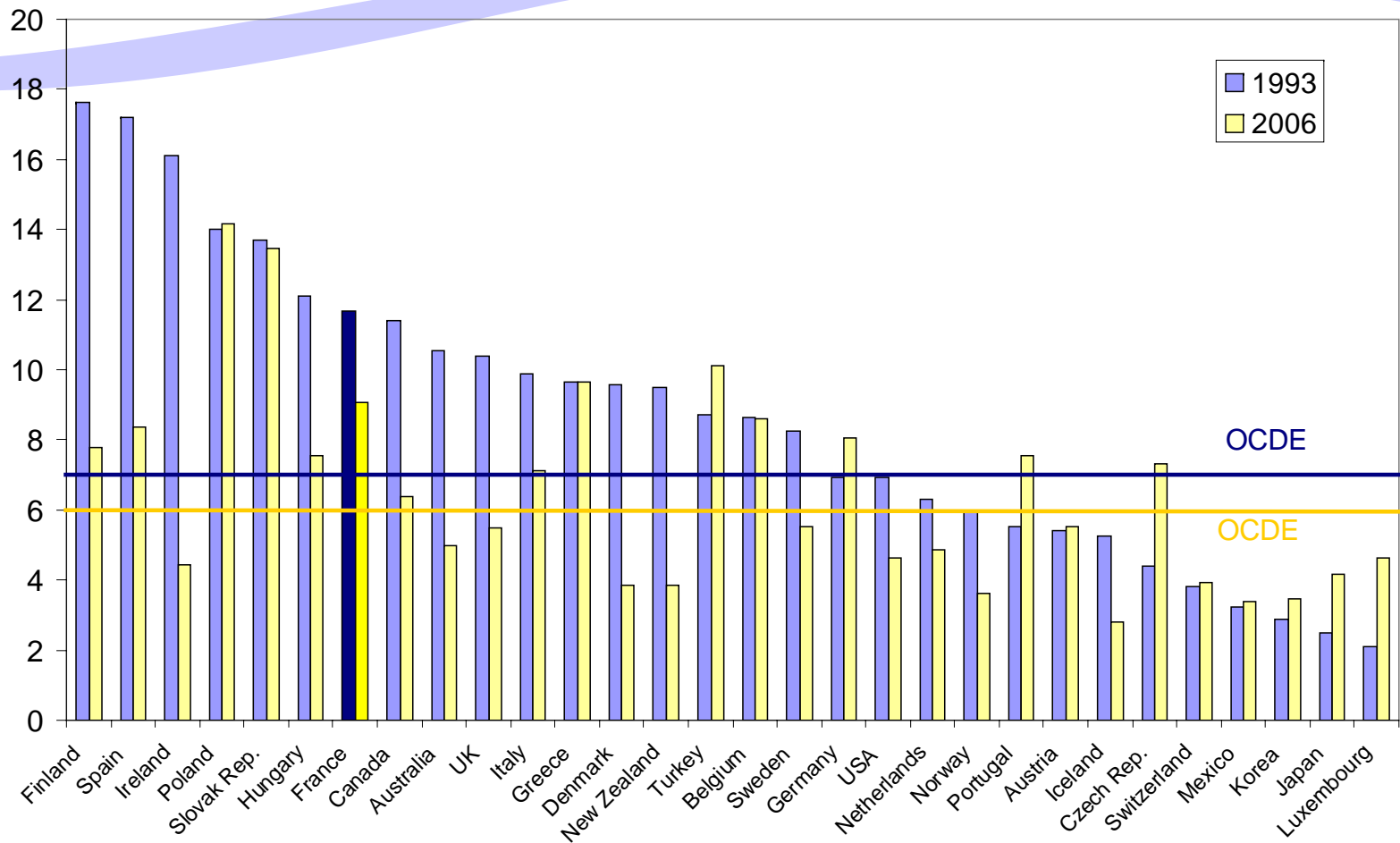
Taux de chômage en 2006
(% population active)



Source : Perspectives économiques de l'OCDE n°80, décembre 2006.

Evolution des taux de chômage

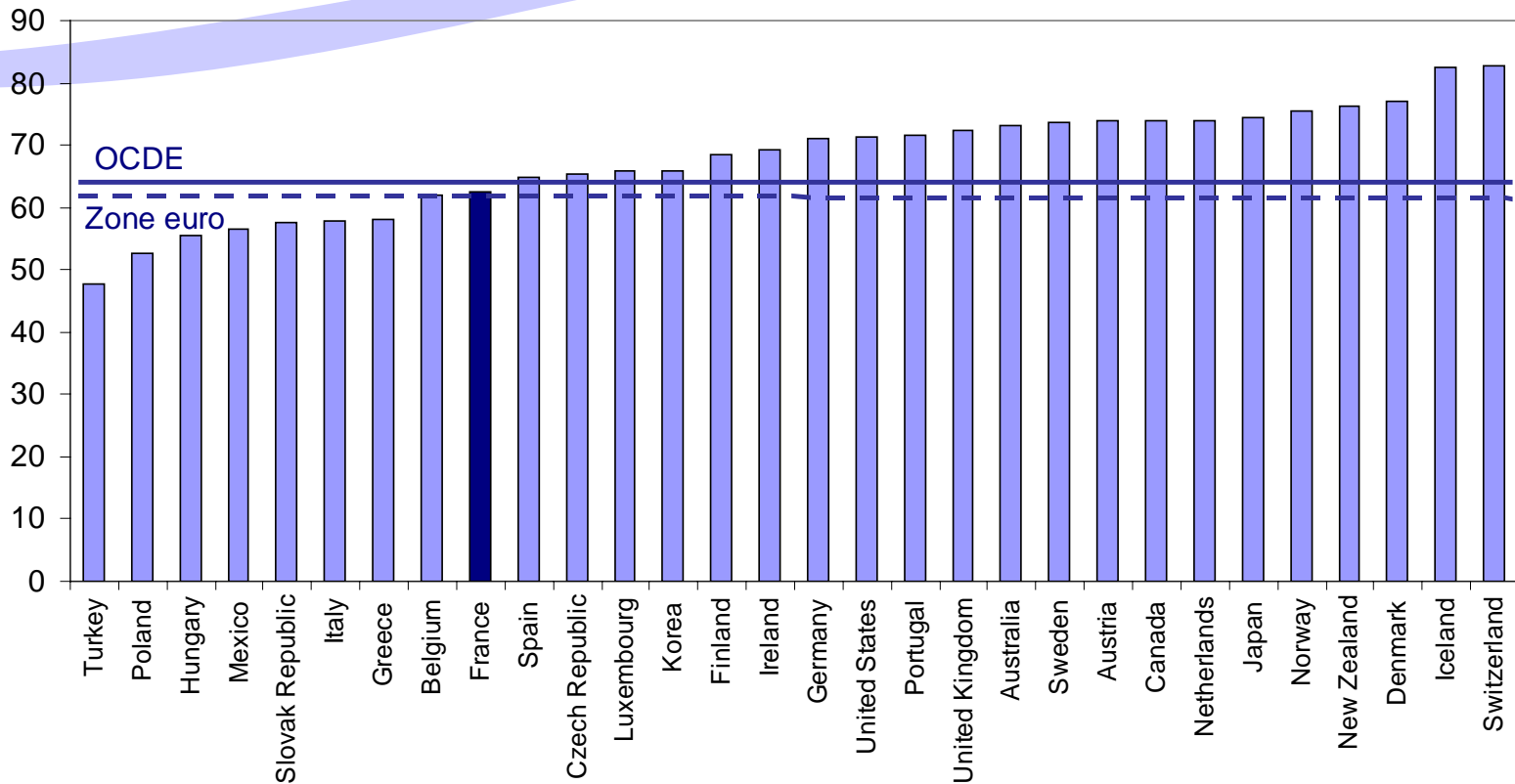
Taux de chômage : 1993-2006



Source : Perspectives économiques de l'OCDE n°80, décembre 2006.

Taux d'emploi

Taux d'emploi en 2005
(% population en âge de travailler)



Source : Perspectives économiques de l'OCDE n°80, décembre 2006.

Des transitions limitées entre états

Tableau 8.2

Transitions entre formes d'emploi dans l'Union européenne. Probabilité de transition entre 2000 et 2001

		2000				
		Temps plein	Temps partiel	Entrep. individuels	Non-emploi	Éducation, formation
2001	Temps plein : 45,4 %	90,6 %	30,5 %	3,8 %	6,6 %	8,4 %
	Temps partiel : 6,9 %	3,2 %	45,8 %	1,9 %	4,5 %	7,6 %
	Entrep. individuels : 9,1 %	0,9 %	2,8 %	87,7 %	2,0 %	0,9 %
	Non-emploi : 29 %	4,8 %	17,1 %	6,2 %	84,6 %	11,3 %
	Éducation, formation : 9,7 %	0,5 %	3,9 %	0,3 %	2,3 %	71,8 %

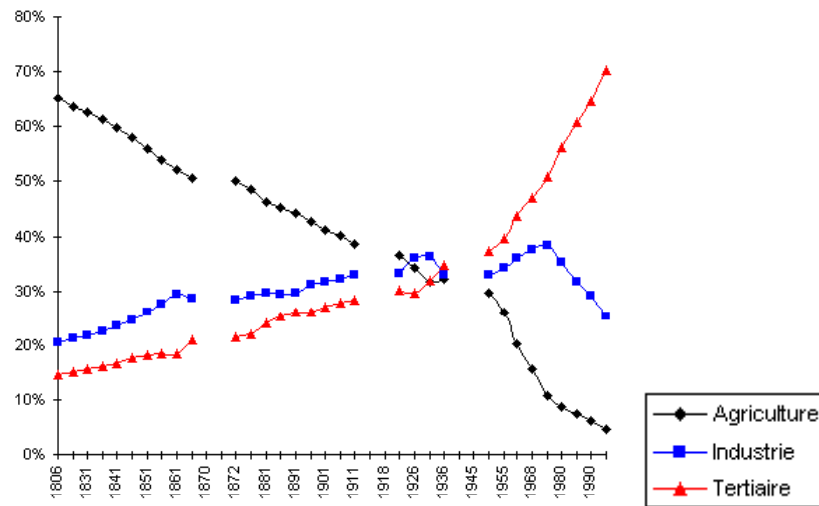
Note : le « non-emploi » regroupe les inactifs et les chômeurs. Les chiffres de la première colonne donnent la répartition de la population en 2001

Source : Commission européenne, *Emploi en Europe 2004*, tableau 48, p. 164.

Un marché hétérogène

- Entre secteurs et au sein des secteurs
- Entre qualifiés et non-qualifiés
- Entre hommes et femmes
- Entre classes d'âges

Graphique 8.6 – Structure de l'emploi en France aux XIX^e et XX^e siècles (en proportion du nombre d'actifs)



Note : la série s'interrompt durant les guerres.

Source : Marchand et Thélot (1997), séries complétées par M. Volle (www.volle.com) jusqu'en 1995.

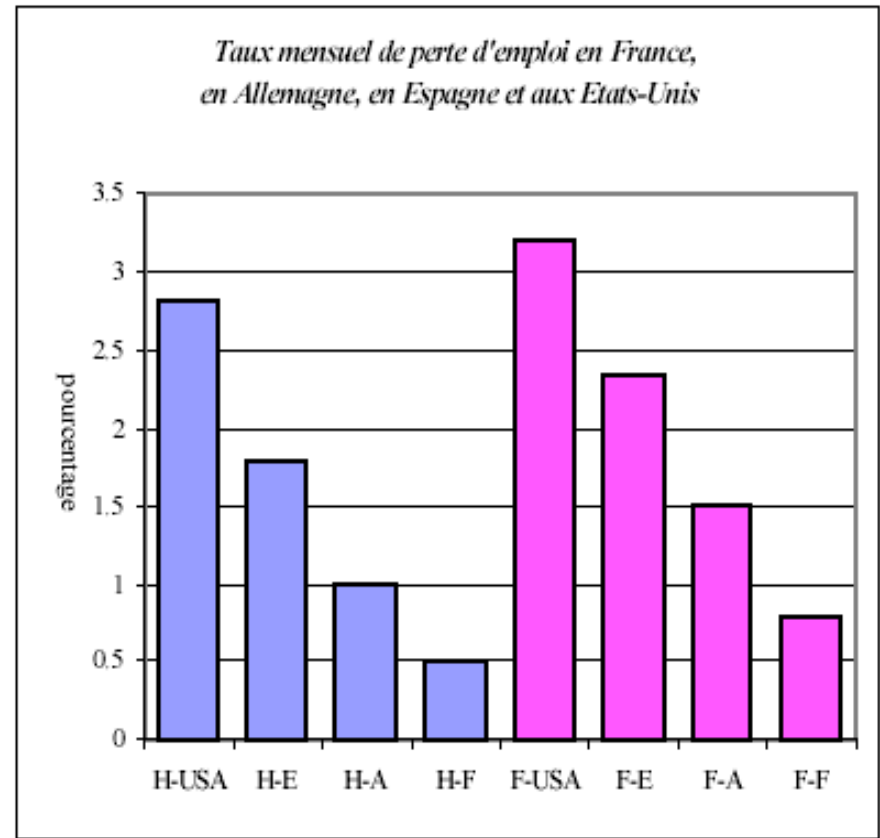
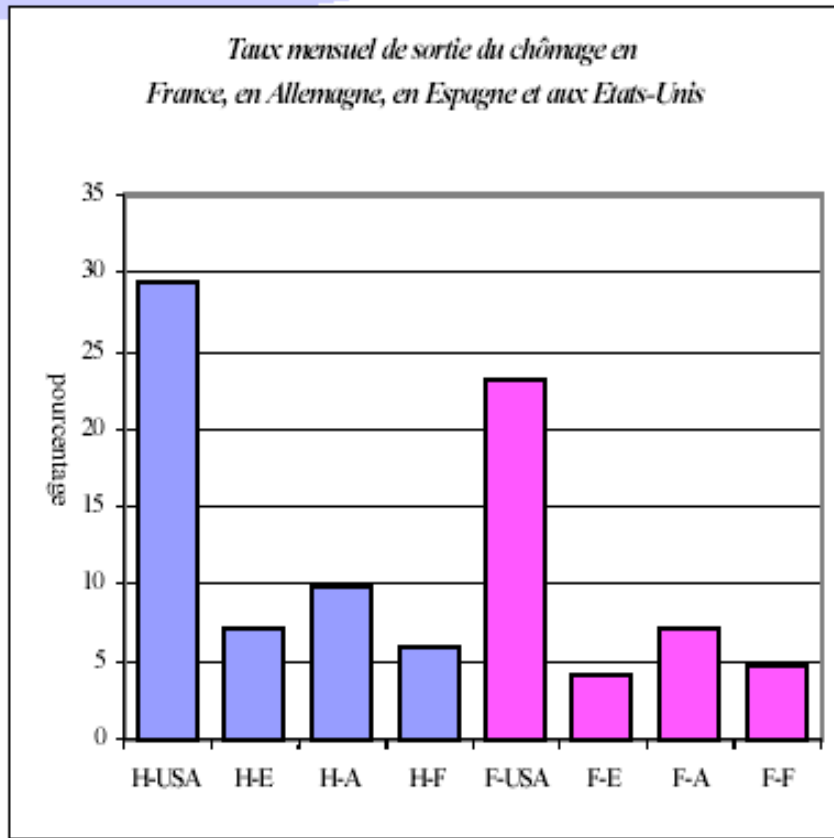
Taux de chômage et qualification

Tableau 8.3 – Taux de chômage par niveau de diplôme et par catégorie socio-professionnelle en France, fin 2003

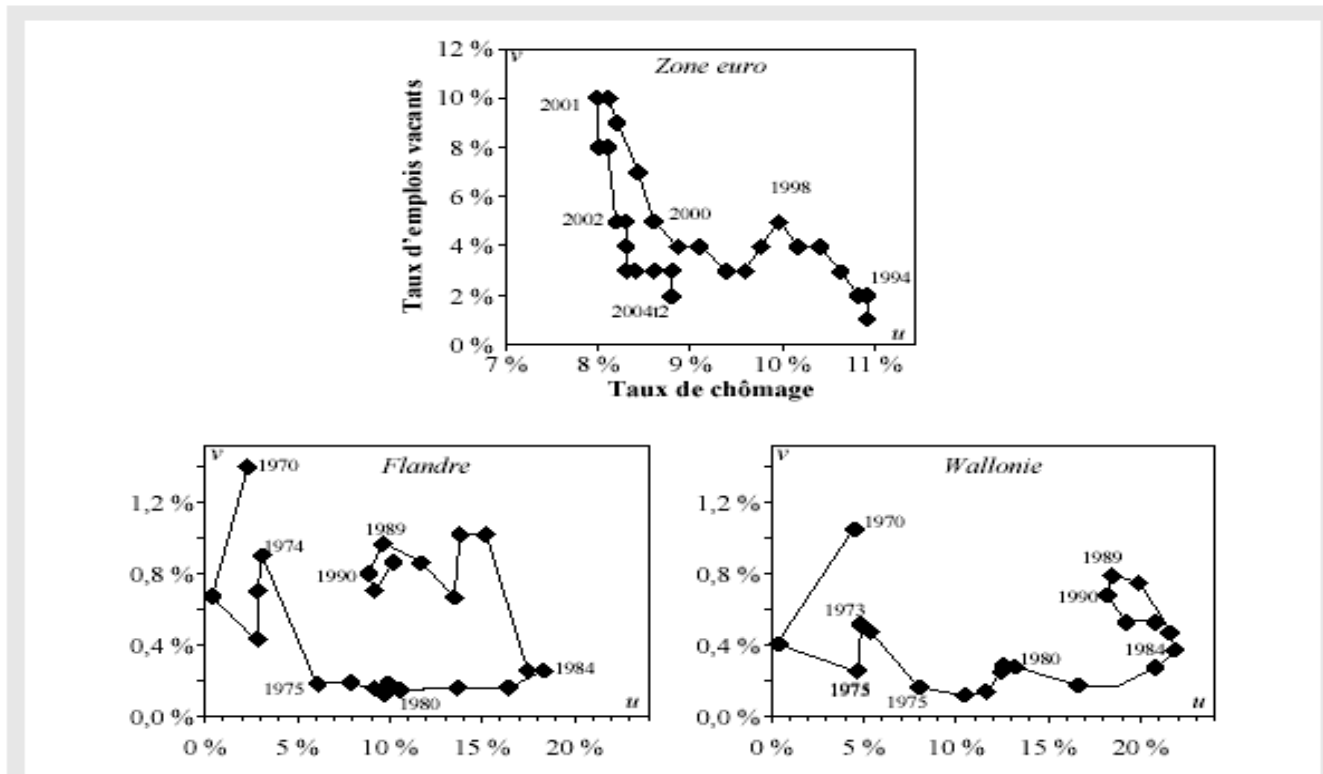
Par niveau de diplôme		Par CSP	
Primaire	15,3 %	Ouvrier	11,7 %
Secondaire court	9,4 %	Employé	9,1 %
Baccalauréat	9,5 %	Prof. intermédiaire	5,7 %
Bac + 2	6,4 %	Cadre	4,0 %
Diplôme supérieur	8,3 %		
Total	8,9 %	Total	8,9 %

Source: INSEE, enquête Emploi, 4^e trimestre 2003 (Bigot, 2004).

Europe /Etats-Unis : créations/destructions d'emplois



Appariement offre / demande



Graphique 8.9

La courbe de Beveridge dans la zone euro, en Flandre et en Wallonie. Zone euro

Lecture : le taux de chômage u est porté en abscisse et le taux d'emplois vacants v en ordonnée. Les mesures de taux d'emplois vacants ne sont pas comparables entre la zone euro et la Belgique.

Source : Flandre, Wallonie : Sneesens et Shadman-Mehta (2000) ; Zone euro : Commission européenne, DG Ecfm, « Key Indicators for the Euro area », 8 septembre 2004

Théories

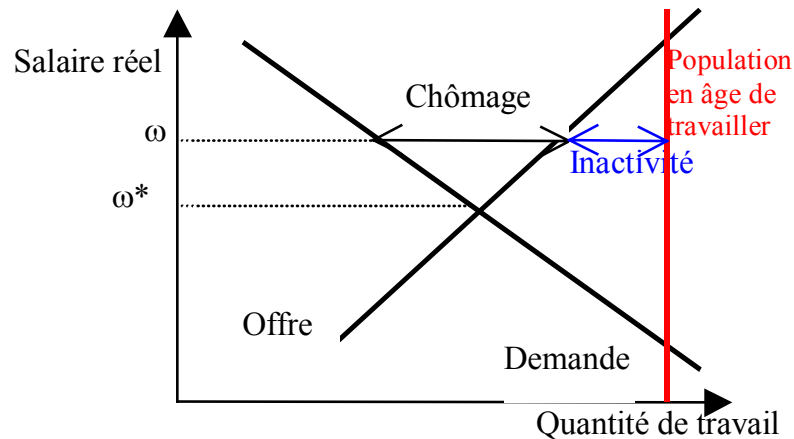
- Sources du non-emploi
- Théorie néo-classique
 - Chômage keynésien/classique
 - Offre de travail
- Chômage d'équilibre
 - Courbe de Phillips - Nairu
 - WS-PS
- Modèles d'appariement

Classification du chômage

- Insuffisance d'offre de B&S (salaire réel trop élevé par ex.)
 - chômage *classique*
 - politiques de baisse du coût réel du travail
- Insuffisance de demande de B&S (creux de cycle)
 - chômage *keynésien*
 - politiques de relance
- Offre=demande (à long terme)
 - chômage *d'équilibre*
 - politiques « structurelles »

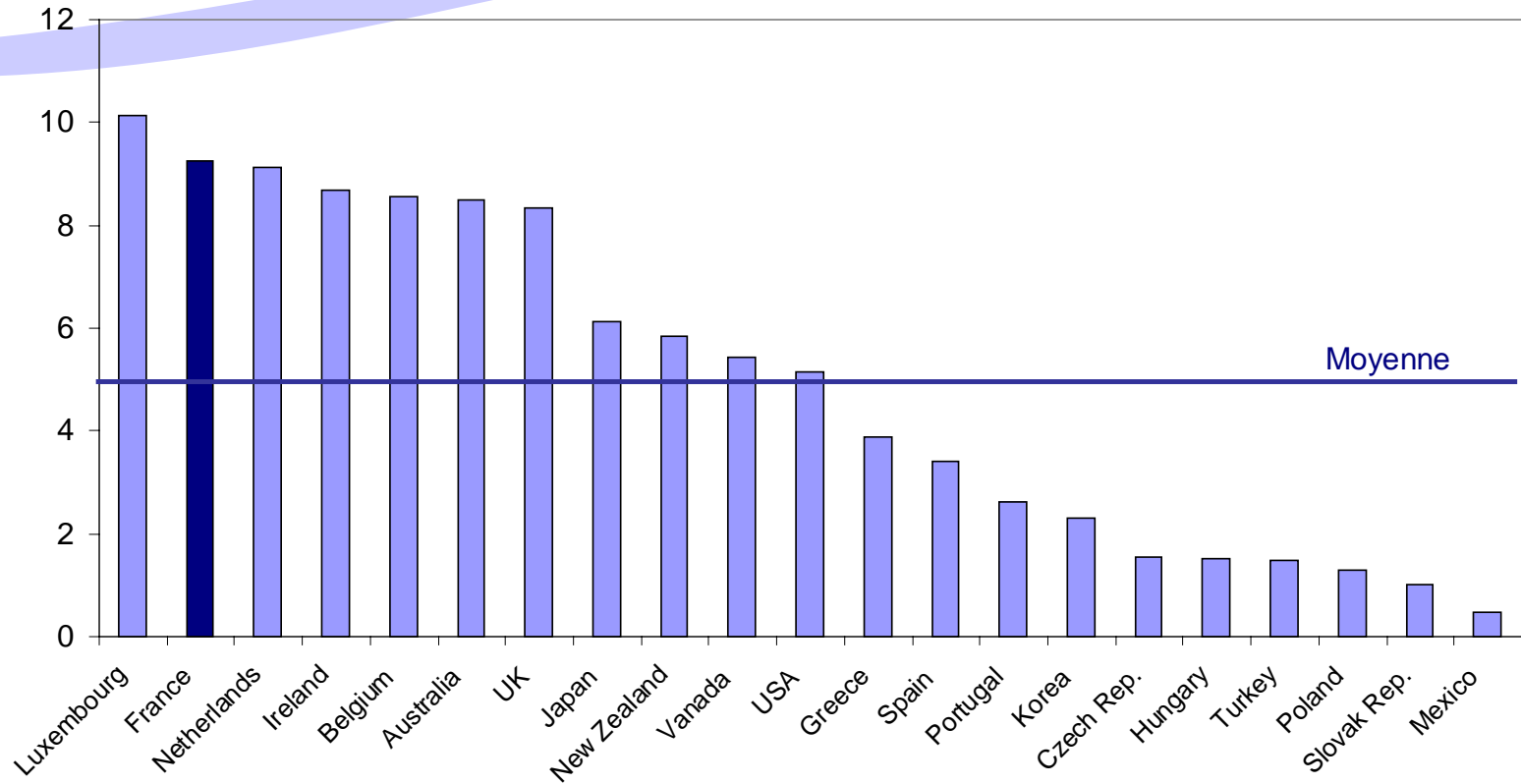
Théorie néo-classique

- Offre de travail : arbitrage consommation/loisir
- Demande de travail : maximisation du profit
- Rigidité du salaire réel \rightarrow chômage
- Impact du coin fiscal-social



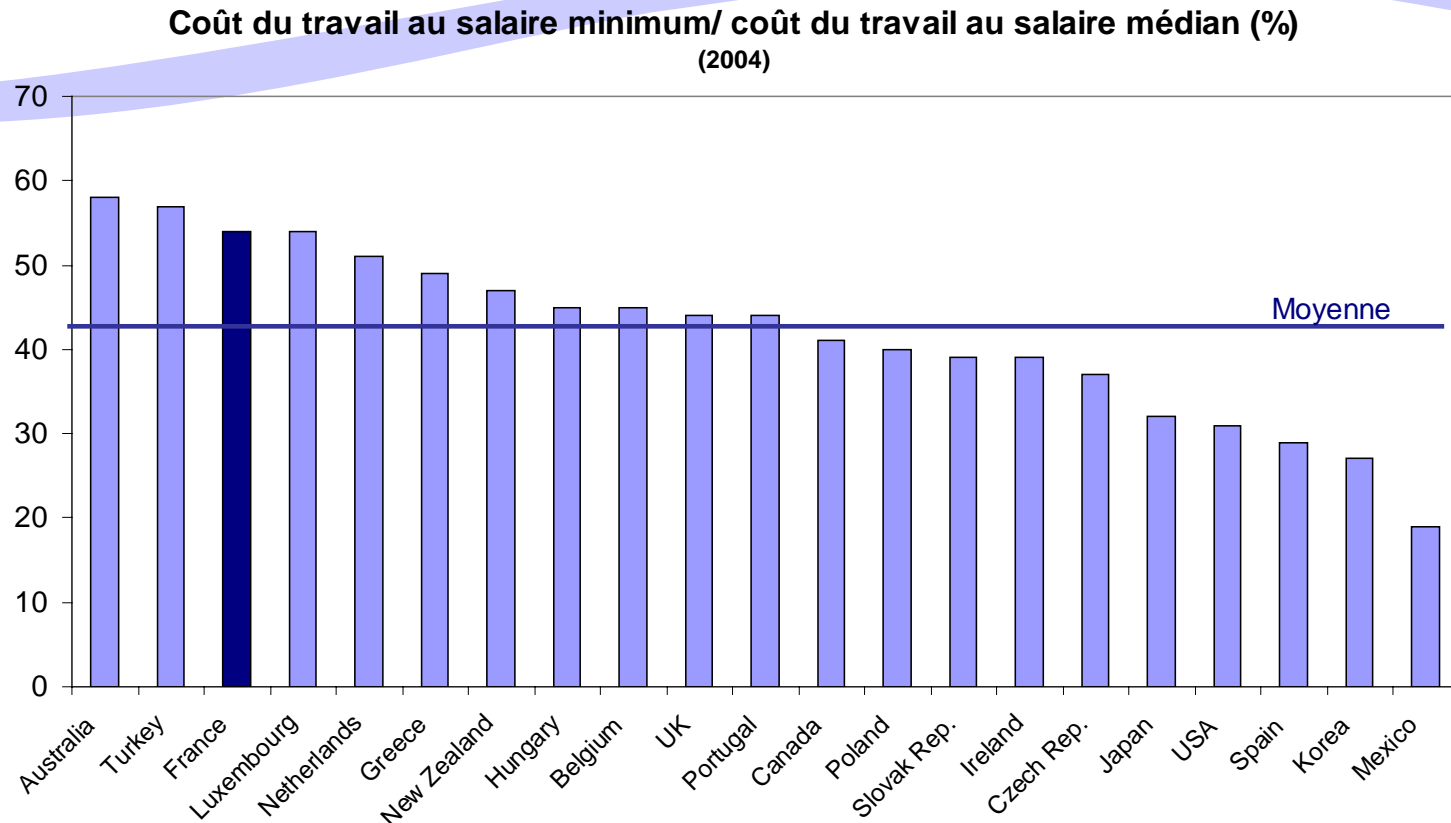
Salaire minimum (1)

Salaire minimum horaire en dollars au taux de change courant
(2004)



Source : OCDE.

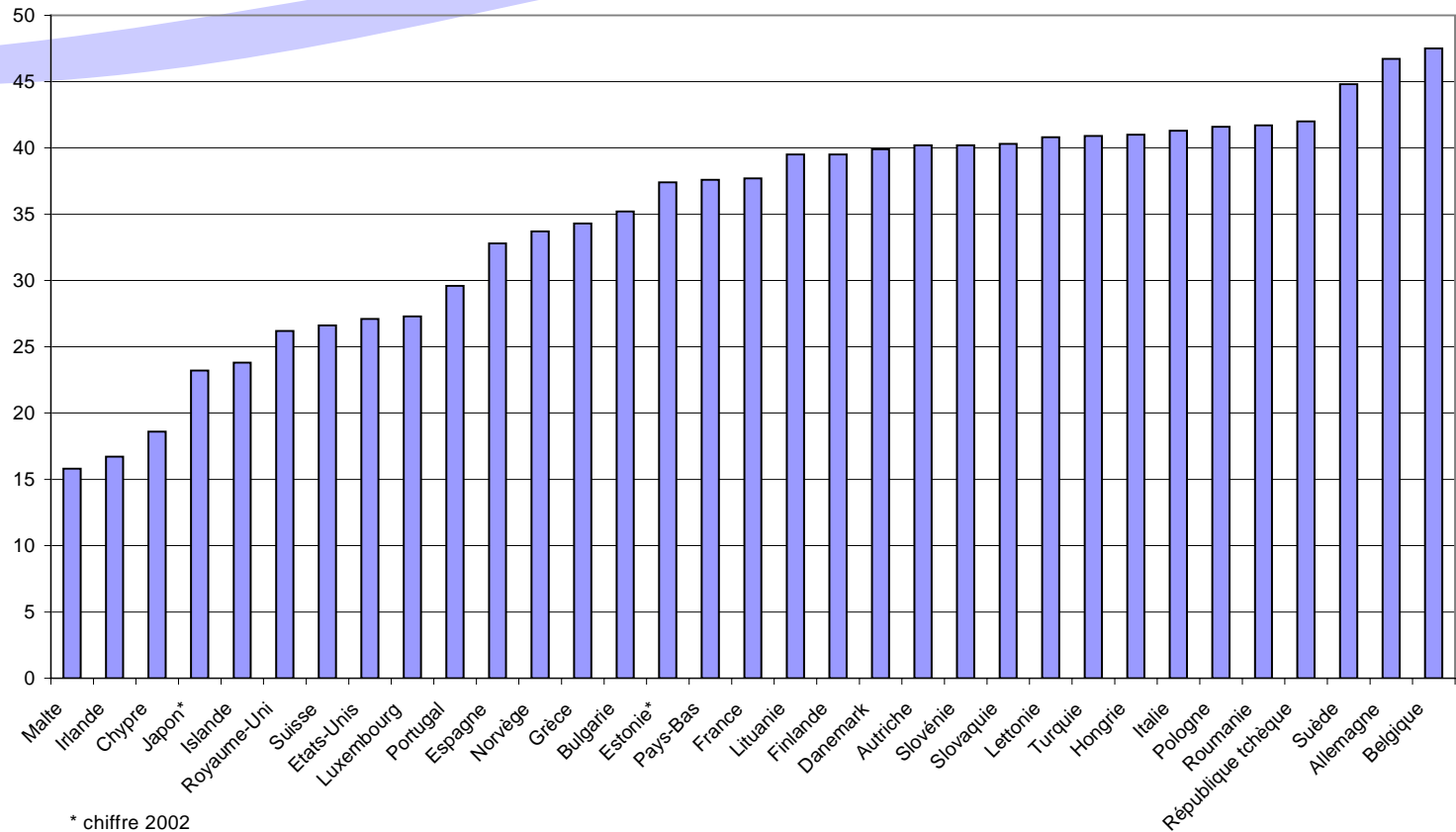
Salaire minimum (2)



Source : OCDE.

Le coin fiscal-social

Graphique 8.11 – Part de la fiscalité dans le coût du travail pour les bas salaires, en 2003



Note : Cotisations sociales employeur et employé + impôt sur le revenu d'une personne seule sans enfant percevant deux tiers du salaire moyen des ouvriers à plein temps, le tout rapporté au coût total du travail (salaire « super-brut »).

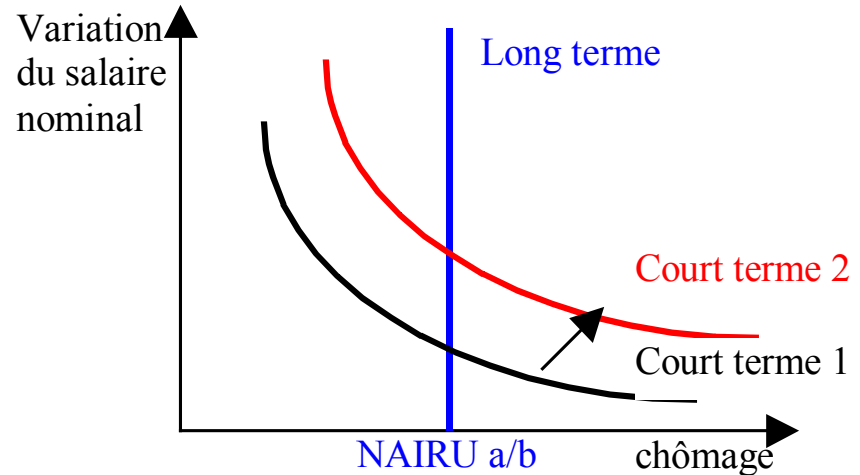
Offre de travail et chômage

- Modèle néo-classique :
arbitrage conso/loisir fonction du salaire
→ offre de travail
- Mais existence de revenus de remplacements
→ risque de trappes à inactivité
- Décomposition du non emploi (Laroque Salanié (2001) :
 - classique (productivité inférieure au SMIC),
 - volontaire (ne souhaitent pas travailler),
 - et autre (chômage keynésien et frictionnel)
- Limites

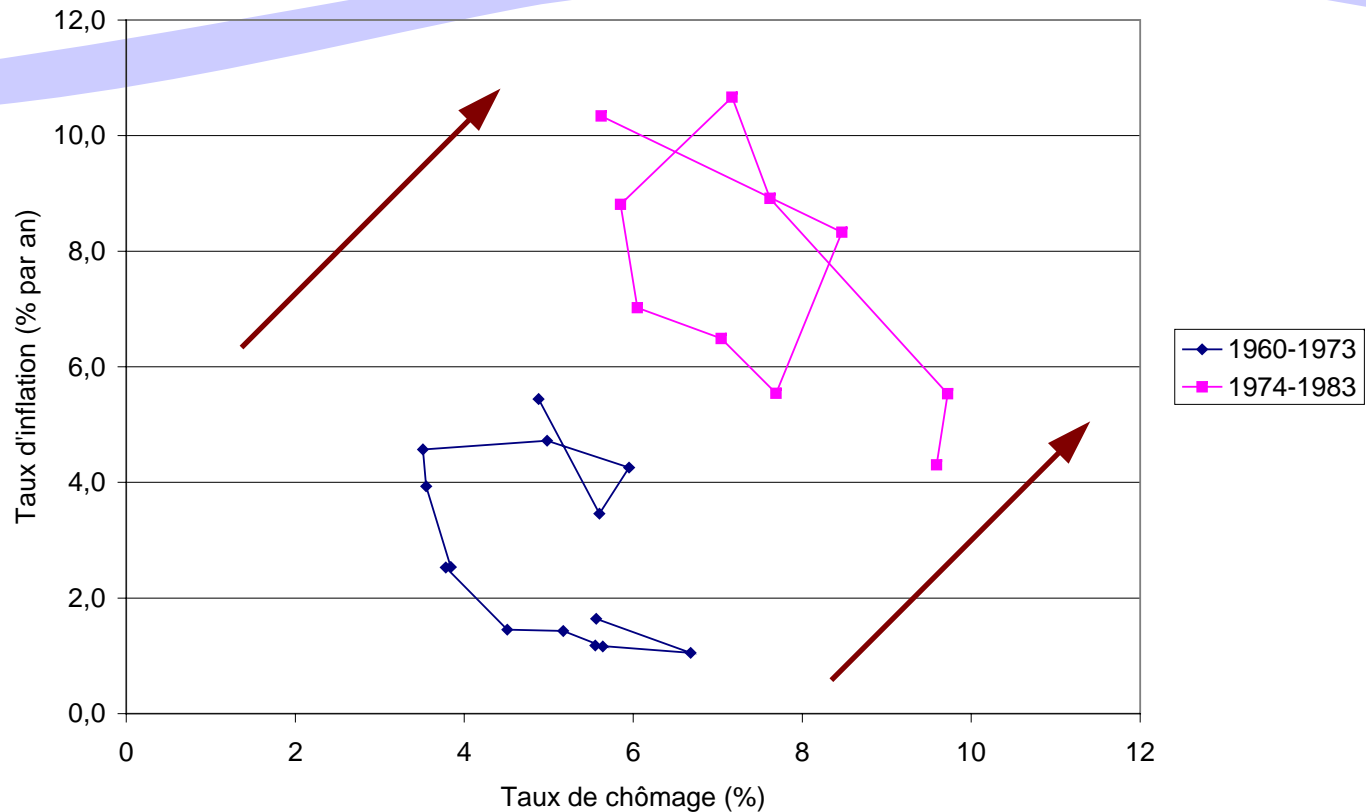
Taux de chômage d'équilibre (1)

Calcul du *NAIRU*

- Courbe de Phillips :
$$\Delta w = \Phi(L)\Delta p + a - bu$$
- Prix = coût marginal
$$\Delta p = \Delta w - \Delta\pi$$
- Solution de long terme :
$$u^* = (a - \Delta\pi)/b$$

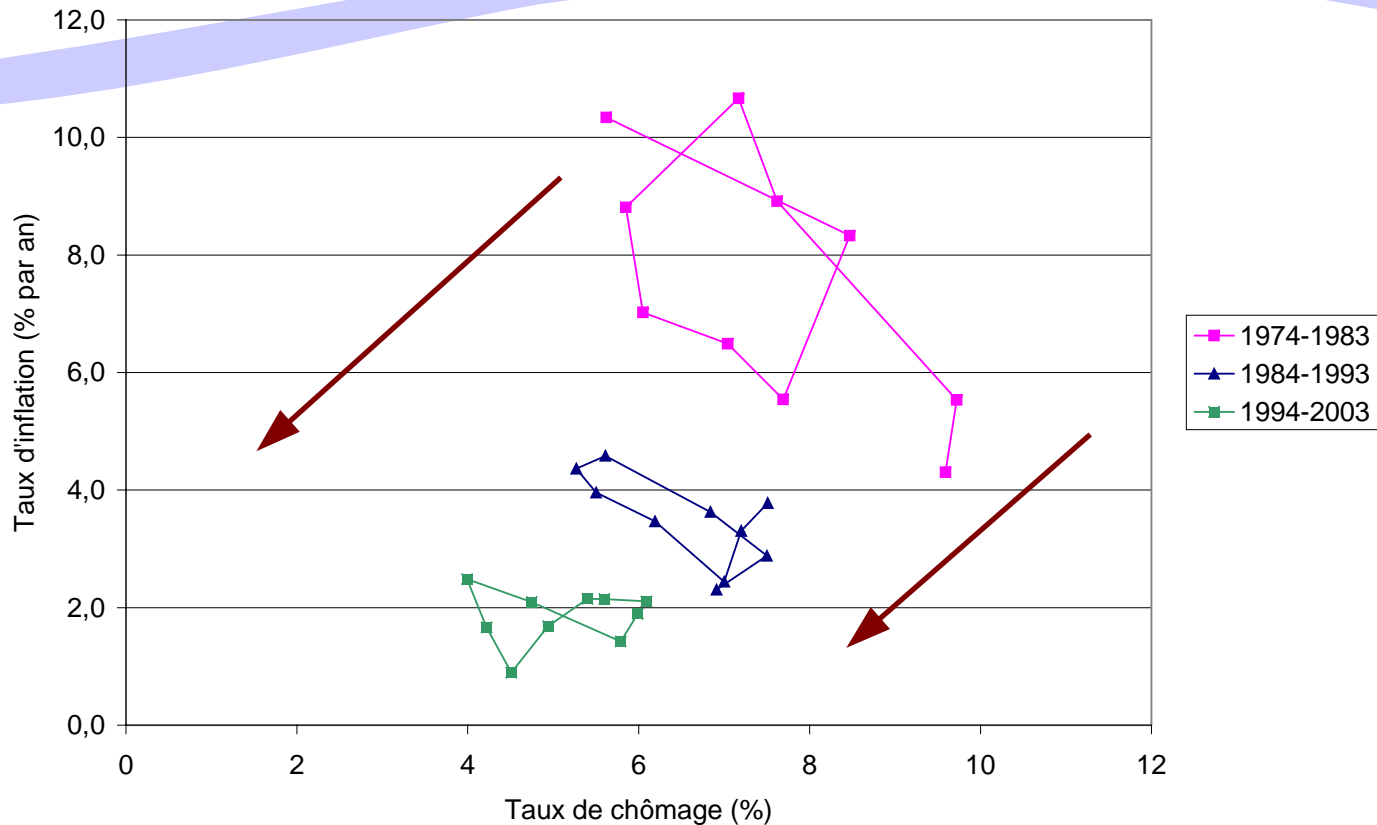


La courbe de Phillips aux États-Unis : les années 1970



Source: BEA et Datastream.

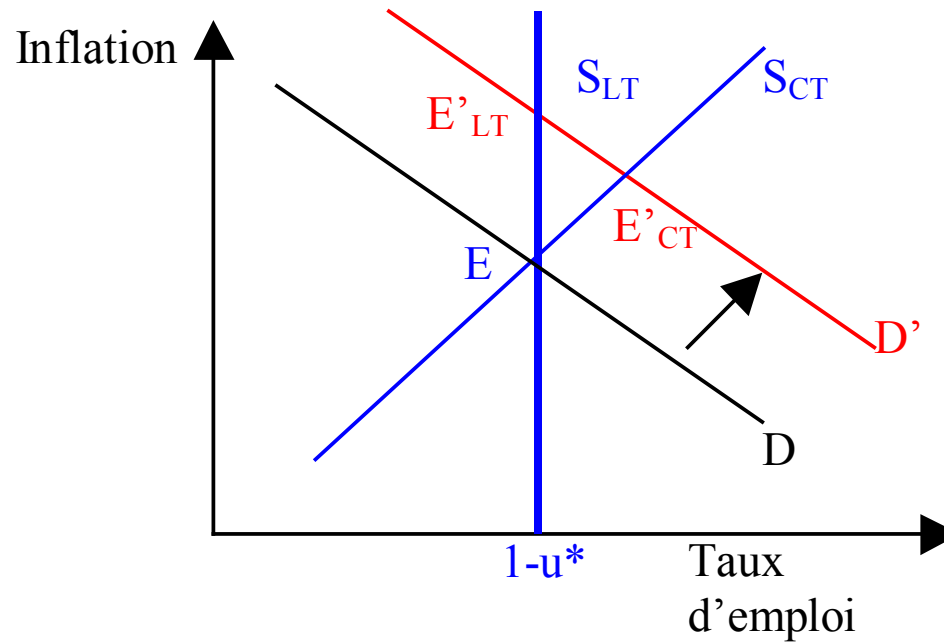
La courbe de Phillips aux États-Unis : les années 1980 et 1990



Source: BEA et Datastream.

Taux de chômage d'équilibre (2)

- *Modèle WS-PS* : négociation salariale et concurrence monopolistique



Persistance du chômage

- *Hystérèse* – NAIRU de court terme
(ancienneté au chômage diminue probabilité de sortie)
- Théorie du *salaire d'efficienc*
(effort des salariés dépend du niveau de salaire)
- Modèle *insider-outsider*
(syndicats défendent plus les insiders)

Modèles d'appariement

- Objectif : modéliser les *flux* d'entrée-sorties et pas seulement les *stocks*

- $M = M(V, eU)$

M : nombre d'embauches

V : nombre d'emplois vacants

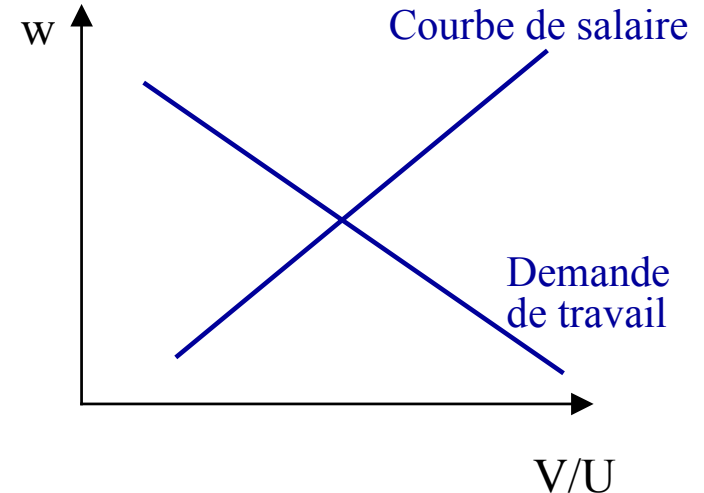
U : Nombre de chômeurs

e : effort de recherche d'emploi

- A l'équilibre : $sN = M(V, eU)$

- Négociation salariale :

$$\underset{\omega}{Max} (V(\omega, N) - \bar{V})^\gamma (\Pi(\omega, N) - \bar{\Pi})^{1-\gamma}$$



Politiques

- Diversité des institutions, stratégies et moyens
- Politiques stimulant la *demande* de travail :
 - Emplois aidés
 - Réductions de cotisations patronales
 - RTT
- Politiques agissant sur l'*offre* de travail :
 - Inefficacité des politiques « malthusiennes »
 - Incitations financières du retour à l'emploi
- Réformes du fonctionnement du *marché* :
 - Protection de l'emploi (droit du licenciement)
 - Service public de l'emploi

Une grande diversité

Tableau 8.8 – Trois politiques de l’emploi : Suède, France et Royaume-Uni (2002)

	Suède	France	Royaume-Uni
<i>1° Dépense publique active en pourcentage du PIB</i>			
Accompagnement des chômeurs	0,37	0,18	0,17
Formation	0,29	0,23	0,02
Mesures pour les jeunes	0,02	0,40	0,13
Subventions à l’emploi	0,21	0,35	0,03
Mesures pour les personnes handicapées	0,50	0,09	0,02
<i>2° Dépense publique passive en pourcentage du PIB</i>			
Indemnisation du chômage	1,04	1,63	0,37
Subvention au retrait d’activité	0,01	0,17	-
<i>3° Indicateurs</i>			
Taux d’emploi (%)	74,9	62,2	72,7
Taux de chômage (%)	4,9	8,8	5,1

Source : OCDE, *Perspectives de l’emploi*, 2004.

La politique de l'emploi en France

Une certaine instabilité

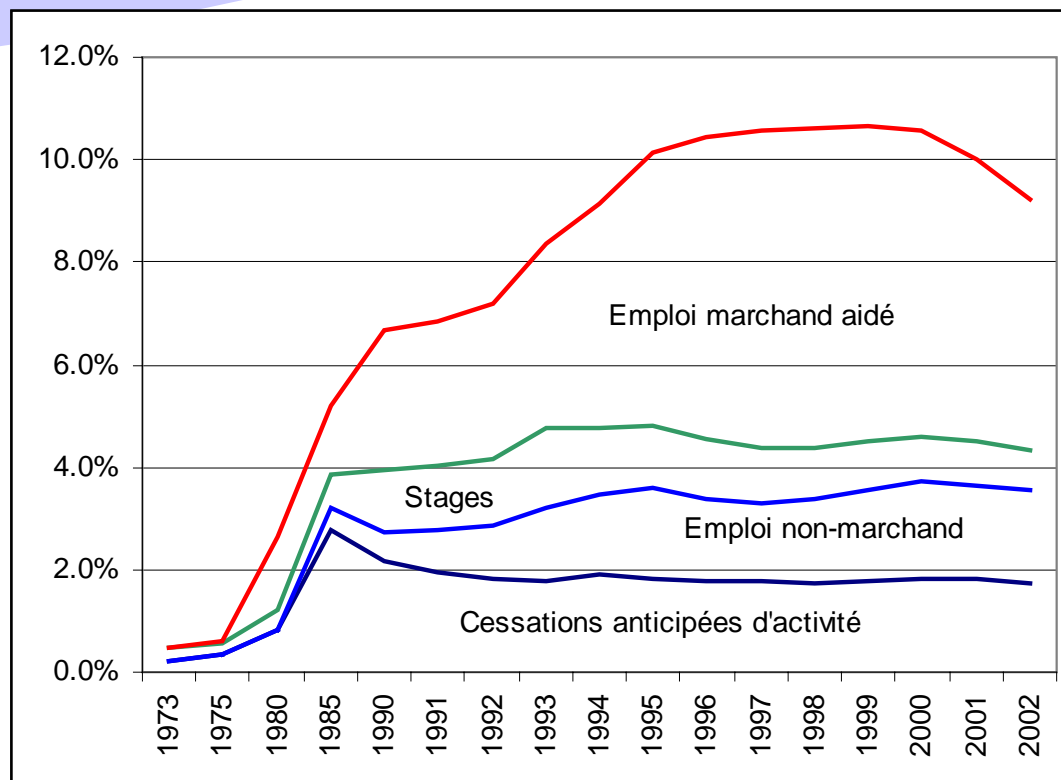
- Dégressivité des allocations chômage
- Exonérations de cotisations pour le temps partiel
- Droit des CDD
- Exonérations de cotisations sociales employeurs
- Protection de l'emploi : suppression de l'autorisation administrative de licenciement, définition du licenciement éco, CNE...

Des tendances de fond

- Abandon progressif des politiques visant à réduire l'offre de travail (préretraites)
- Soutien à l'emploi non-marchand
- Soutien à l'emploi marchand peut qualifié via allègements de charges (Fillon)

Emplois aidés

Graphique 8.27 – Bénéficiaires de la politique de l'emploi en France (en % de la population active potentielle)



Note : Les bénéficiaires des allégements généraux de cotisations sociales sur les bas salaires ne figurent pas sur ce graphique.

Source : DARES (2003).

Efficacité des emplois aidés

Dispositif	emploi	emploi aidé	chômage	formation	inactivité
Stage d'Insertion et de Formation à l'Emploi	47,2	9,2	31,7	3,9	8,0
Contrat de qualification	84,2	3,3	7,8	2,6	2,1
Apprentissage	75,5	8,0	11,3	3,5	1,7
Contrat Emploi-Solidarité	33,9	24,8	29,3	4,8	7,2
Contrat Initiative Emploi	70,9	1,0	18,9	1,2	8,0
TRajet d'Accès à l'Emploi	36,2	10,6	39,3	7,1	6,8

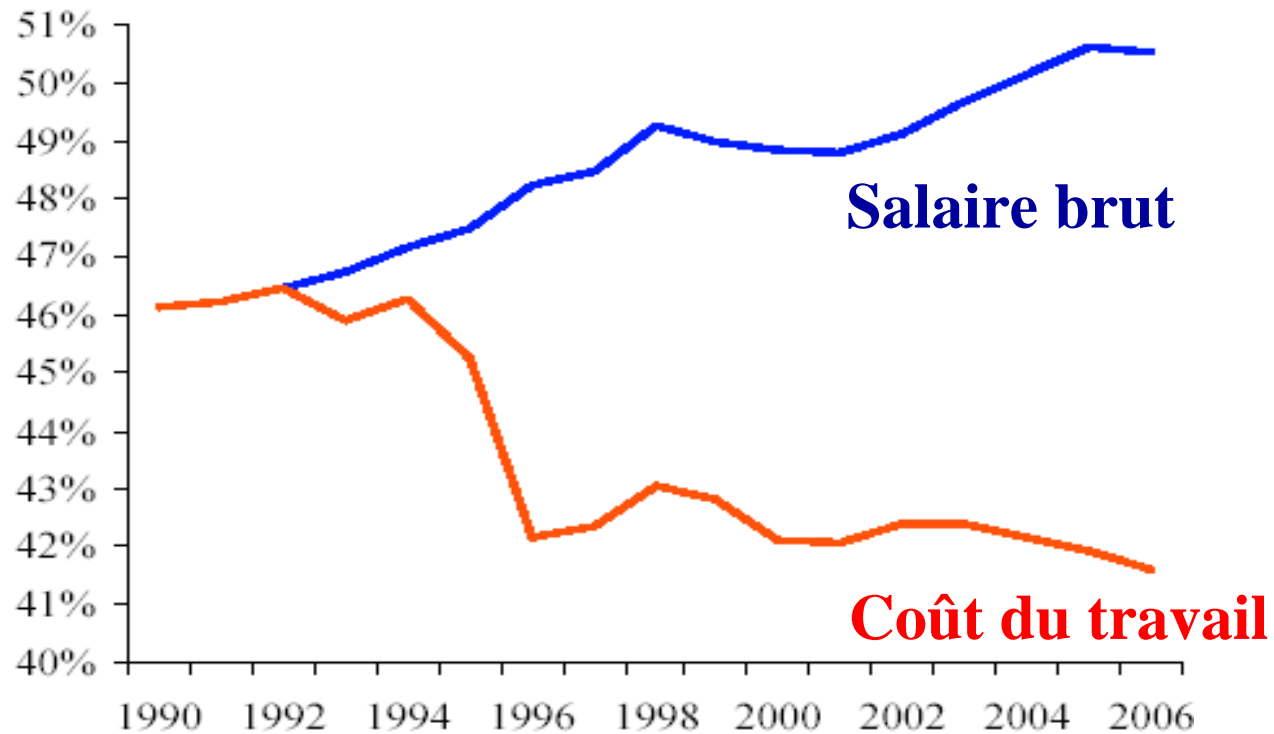
Source : DARES.

Situation en mars 2002 des bénéficiaires sortis des différents dispositifs au cours du 4ème trimestre 1999 (en % du total des bénéficiaires de chaque mesure)

Allégements de cotisations employeurs

- En **2007** :
 - -26 points au niveau du SMIC (28,1 points pour les petites entreprises), 0 pour 1,6 SMIC;
 - 1,5% du PIB (environ 19Mds €).
- ***Efficacité***
 - Crépon et Desplatz (2001) : les aides Juppé (1993 à 1997) auraient créé +270 000 à +670 000 emplois.
- ***Impact sur les salaires*** : trappes à bas salaires ? articulation avec l'évolution du SMIC ?
- Problème du ***financement***
- ***Impact sur la productivité*** et la croissance : enrichissement de la croissance en emplois – désincitation à la formation ?

Evolution du ratio salaire minimum / salaire moyen



Source: Direction de la prévision

Réduction du temps de travail

➤ *Impact* sur l'emploi si :

- Sous-emploi lié à la demande de travail
- Personnes substituables aux heures
- RTT n'augmente pas le coût unitaire du travail

➤ Un *bilan* discuté

- Dares : 350 000 emplois créés à court terme
- Impact sur la productivité ?
- Impact sur les finances publiques : convergence des SMICs et montée en charge des allègements Fillon

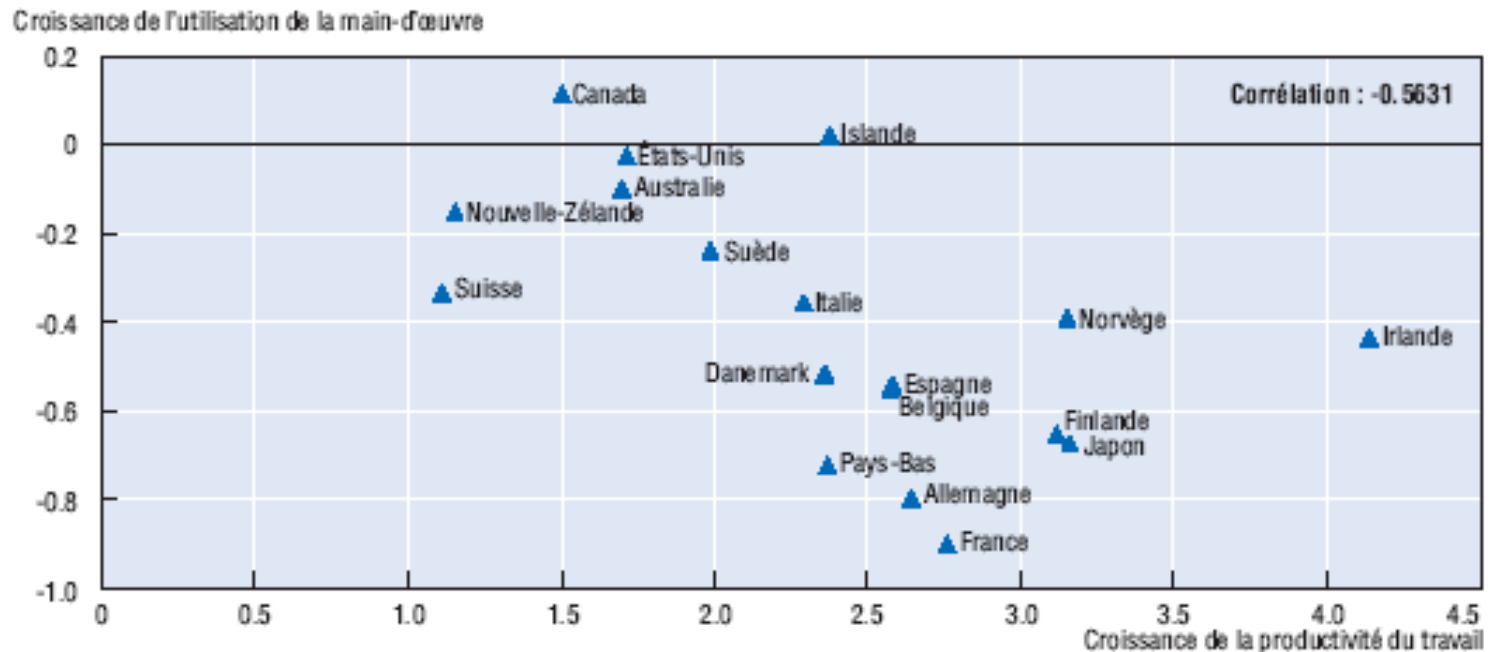
➤ Un *débat* toujours ouvert

- Assouplir encore la RTT ?
- Défisicaliser les heures sup ?

Emploi contre productivité

Graphique 2.2. La croissance de l'utilisation de la main-d'œuvre^a et la croissance de la productivité du travail^b sont négativement corrélées

Taux de croissance annuels moyens, en pourcentage, 1970-2005



a) Accroissement du nombre total d'heures travaillées divisé par la population.

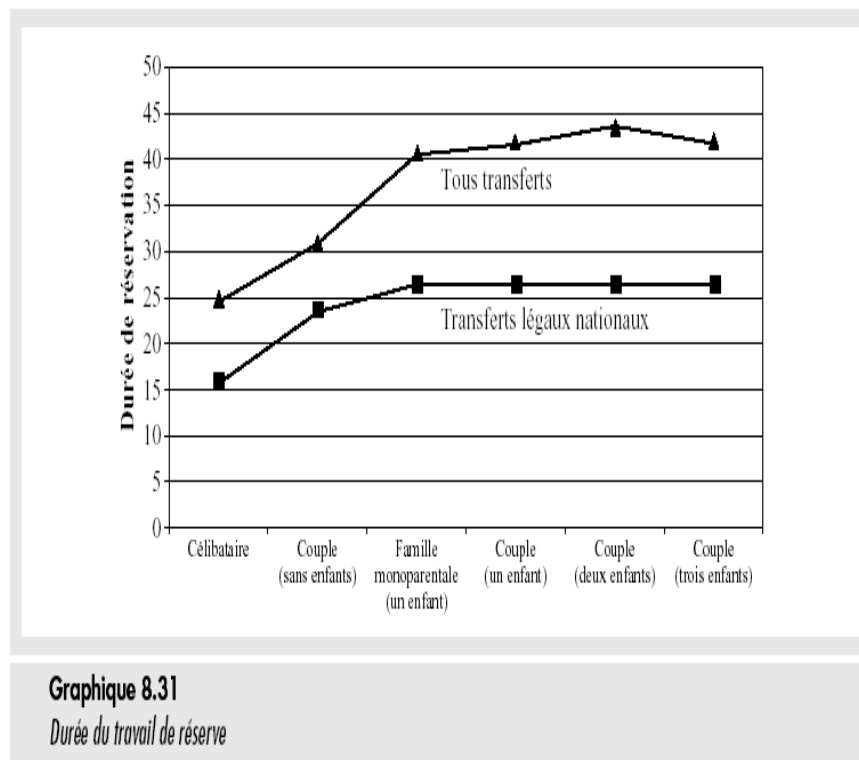
b) Croissance du PIB par heure travaillée.

Source : Base de données de l'OCDE sur la productivité.

Source : OCDE (2007).

Politiques visant l'offre de travail

- **Réduire** l'offre ?
 - préretraites ;
 - allocation parentale d'éducation/CLCA
- **Accroître** l'offre ?
 - dégressivité des prestations sociales sous condition de ressource, cumul avec les revenus d'activité ;
 - prime pour l'emploi.
 - Revenu de solidarité active?



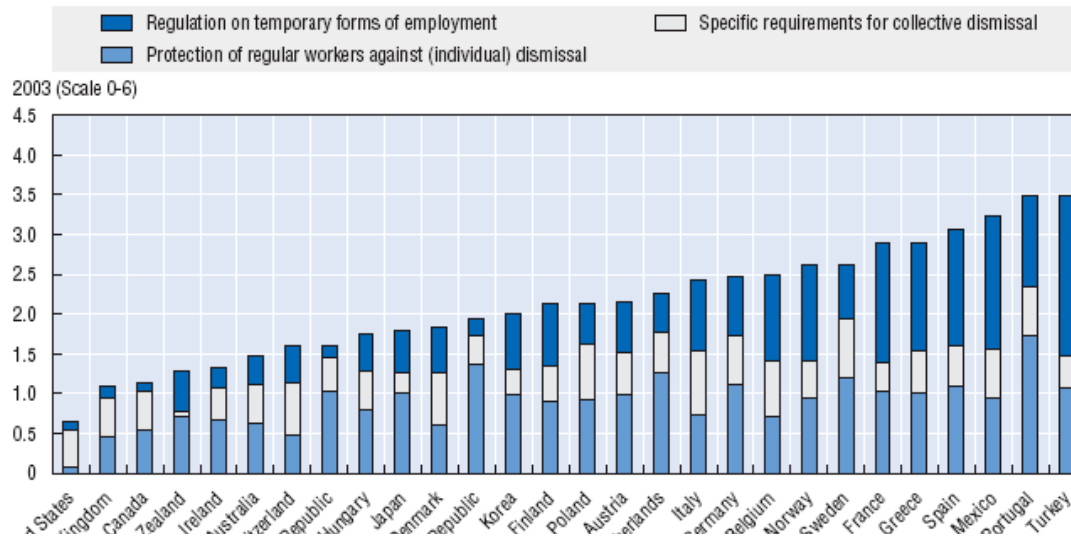
Source : Anne et L'Horty (2002).

Réformer le marché du travail

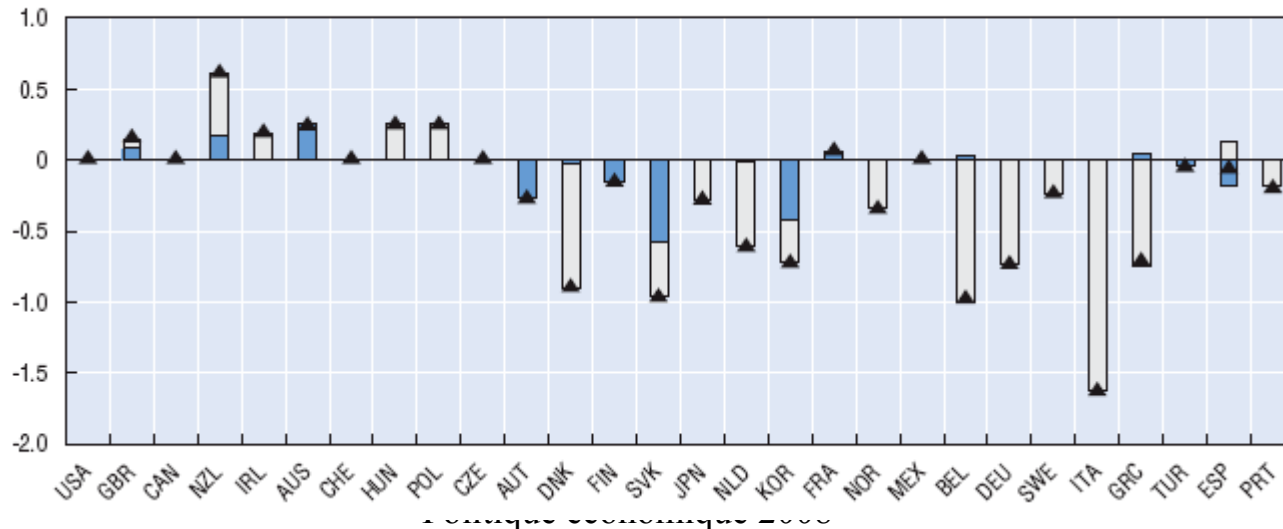
- Protéger les employés, pas les emplois (Cahuc Kramarz)
 - droit du licenciement – contrat unique ?
 - *experience rating* (internaliser le coût social du chômage)
- Améliorer la prise en charge des chômeurs
 - Réforme du service public de l'emploi
 - Droits et devoirs des chômeurs
 - Générosité / dégressivité des allocations chômage

La protection de l'emploi

Figure 3.9. Overall summary index of EPL strictness and its three main components, 2003^a



B. 1994 to 2003



Le Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE, 2001)

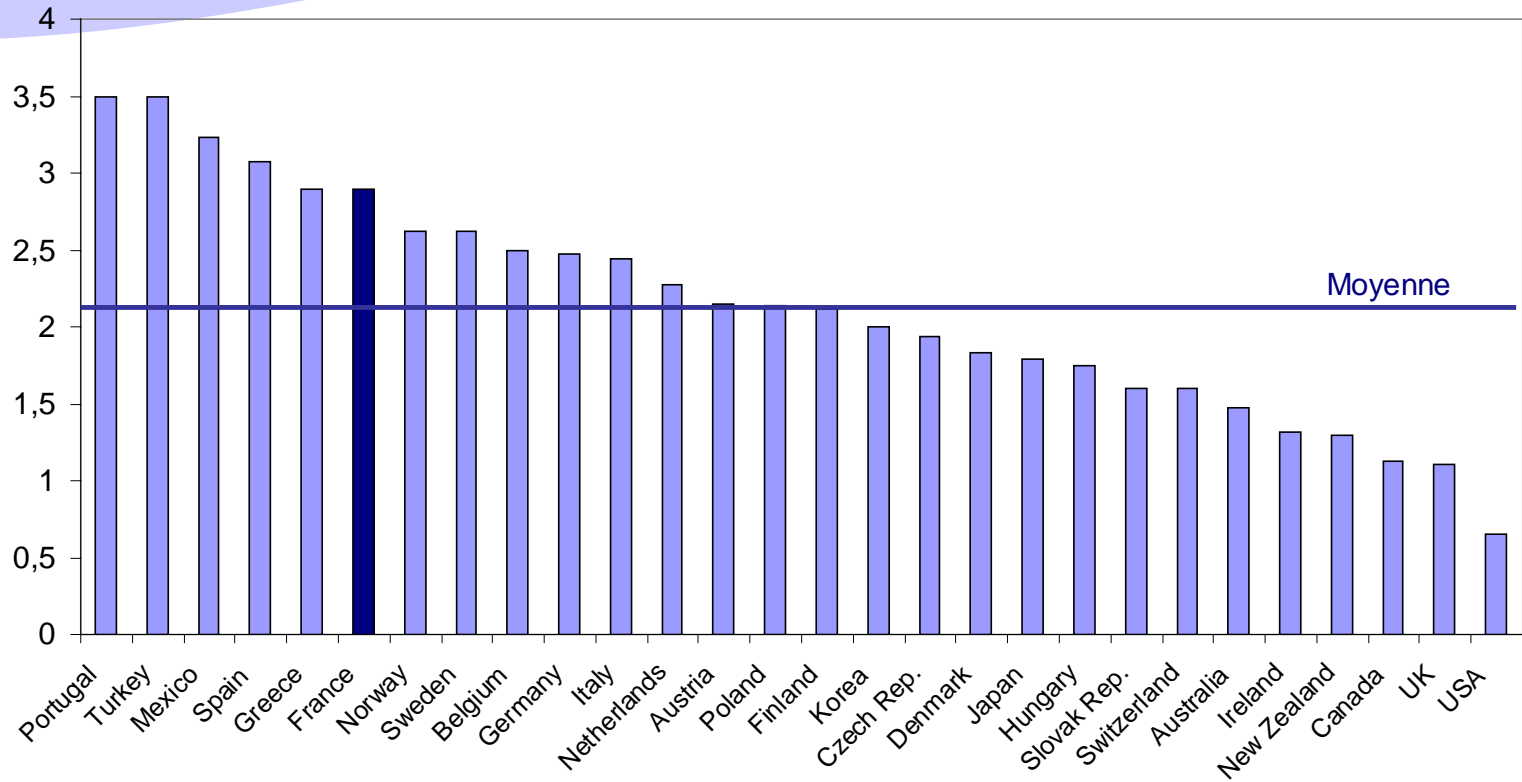
- **Projet d'action personnalisé (PAP)**
 - Mis en place en début de chômage ; entretiens au moins tous les six mois
 - Coût : 300 euros par an-participant (1 milliard d'euros, 3 millions de PAP).
- **Efficacité (Crépon, Dejemeppe et Gurgand, 2005)**
 - Au bout de 12 mois : taux de reprise d'emploi de 30% pour les chômeurs en PAP contre 22% pour les autres ;
 - 12 mois après reprise d'emploi, 24% de nouveau chômeurs, contre 43% pour chômeurs non accompagnés.
 - Problème : substitution entre les deux groupes ; pas d'effet global notable.
 - Autres problèmes : simultanément, abandon de la dégressivité des allocations chômage ; financement.

Le Projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE, 2005)

- Entretiens mensuels personnalisés (même conseiller)
 - chômeurs inscrits depuis quatre mois ou plus ;
 - trois parcours : recherche accélérée, recherche active, recherche accompagnée.
- Résultats :
 - Radiations : 1,6% par mois (contre 1,2% par mois précédemment) ;
 - Taux de chômage (au sens du BIT) : 8% en juillet 2007, contre 9,9% en juillet 2005.

Droit du travail

Indice de rigueur de la protection de l'emploi
(2003)

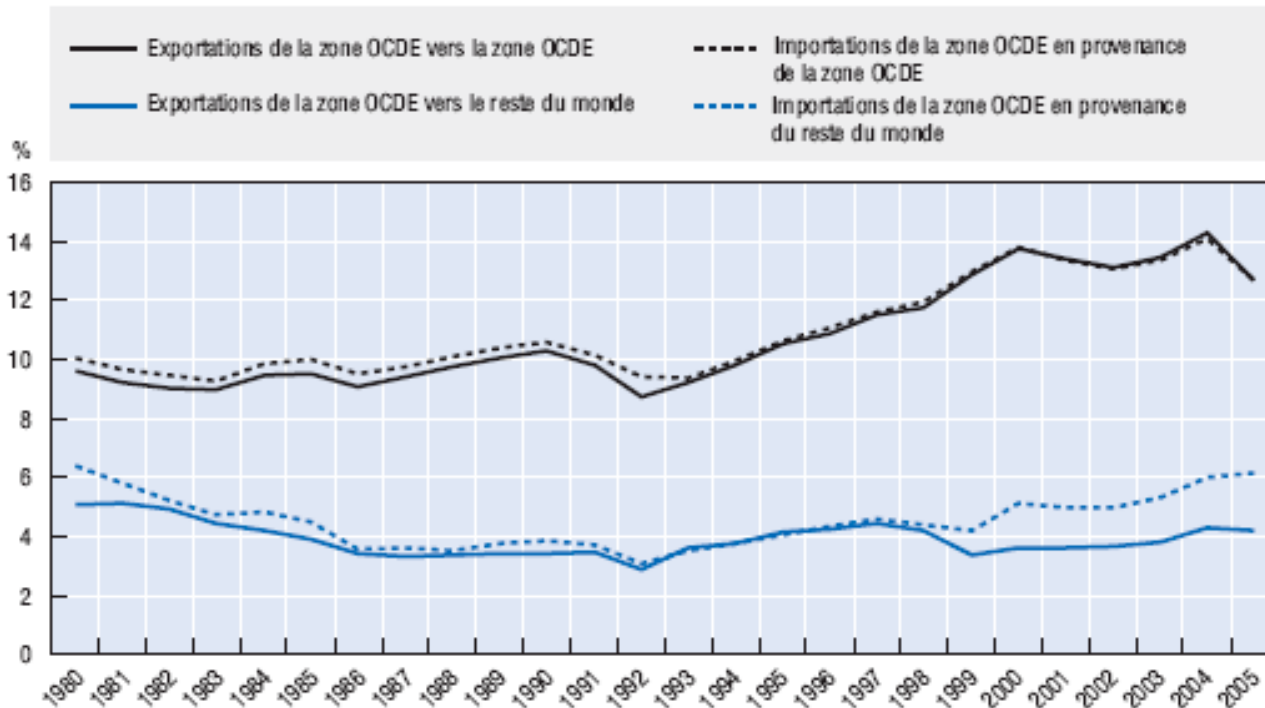


Source : OCDE.

La concurrence des pays émergents

Graphique 3.1. Commerce de marchandises intra-OCDE et de la zone OCDE avec le reste du monde, 1980-2005

En pourcentage du PIB de la zone OCDE

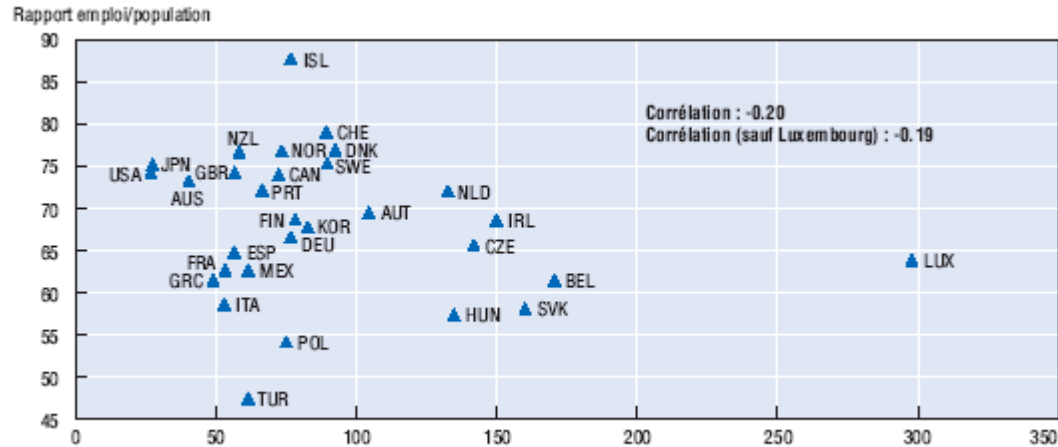


Source : Nations Unies, base de données COMTRADE.

Source : OCDE (2007).

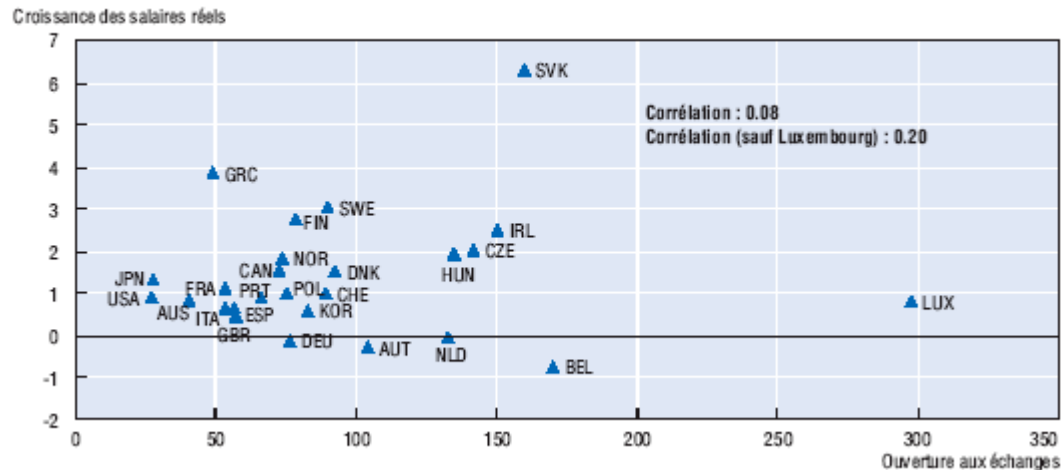
Impact de l'ouverture

Partie A. Ouverture aux échanges et rapport emploi/population, 2005 (pourcentage)



Ouverture et emploi

Partie A. 2005^b

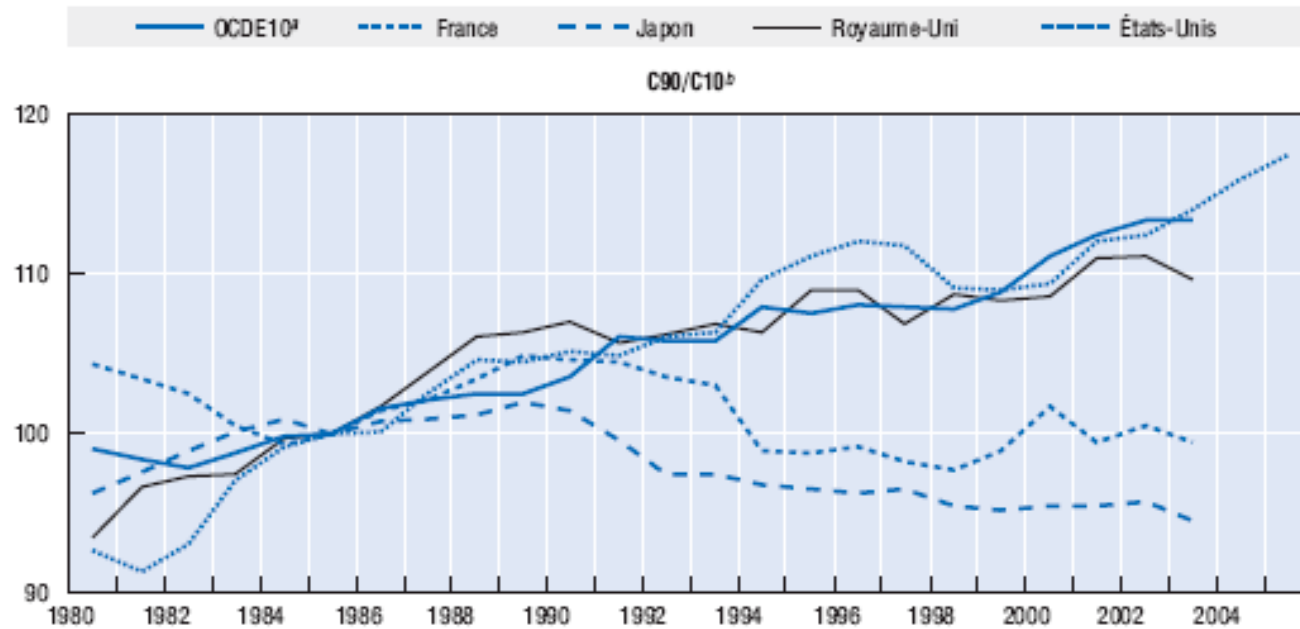


Ouverture et salaires

Impact de l'ouverture (2)

Ouverture et inégalités

Graphique 3.8. Les inégalités de salaires dans dix pays de l'OCDE depuis 1980
Indice, 1985=100



Source : OCDE (2007).